

**COMMUNE DE WEMMEL**  
**Collège des Bourgmestre et Echevins**  
jeudi 7 mars 2019  
8h30

## Liste des décisions

1. Procès-verbal du Collège des Bourgmestre et Echevins du 28/02/2019. Le procès-verbal est approuvé.
2. Demande d'un citoyen de l'UE d'être enregistré comme électeur pour les élections du Parlement européen.
3. Demande d'un citoyen de l'UE d'être enregistré comme électeur pour les élections du Parlement européen.
4. Sentier 30 - Approbation du PV de clôture - Enquête publique - suppression/déplacement du sentier 30 entre l'avenue Neerhof et la rue Fr. Robbrecht. L'enquête publique sur le détournement du sentier 30 - entre l'avenue Neerhof et la rue Robbrecht - est terminée. Le Collège approuve le PV de clôture de l'enquête publique et prend note qu'aucune objection n'a été soumise.
5. Accord de principe concernant la demande de lancement d'un nouveau projet stratégique "Groene Noordrand 2.0" du Regionaal Landschap Brabantse Kouters (RLBL). Le Collège est en principe accord de soutenir le lancement du nouveau projet stratégique "Groene Noordrand 2.0" du Regionaal Landschap Brabantse Kouters.
6. Remboursement de frais de fourrière chaussée de Bruxelles. Les personnes étaient en vacances lorsque la voiture a été enlevée et demande le remboursement des frais de fourrière.
7. Permis d'environnement refusé - Recours introduit auprès de la Députation. Un recours a été introduit contre un permis d'environnement refusé.
8. Conseil pour les contestations des autorisations - possibilité d'intervention. La commune intervient dans cette procédure d'appel.
9. Division d'un bien. Un terrain est séparé d'une propriété.
10. Droit de préemption: 100416. Le Collège des Bourgmestre et Echevins n'exerce pas le droit de préemption.
11. Infraction urbanistique - procès-verbal - ratification de l'arrêt du chantier. Les travaux pour lesquels aucun permis n'avait été délivré ont été mis à l'arrêt.
12. Attestation urbanistique pour la transformation d'un commerce.
13. Politique de protection informatique: consultant en sécurité. La commune et la CPAS ont chacune leur propre consultant en protection de données informatiques. Dans le cadre de l'intégration de la commune-CPAS une règle commune doit être établie.
14. Sécurité informatique: session d'informatique pour mandataires. Une session d'information sur la sécurité informatique est organisée pour les mandataires.
15. Utilisation du logo communal par un tiers. La commune a introduit un nouveau logo administratif en 2016. Un tiers fait usage d'un logo similaire.
16. Accord de collaboration commune-CPAS dans le domaine ICT et communication. La commune et la CPAS travaillent déjà ensemble dans le domaine ICT et communication. Cet accord décrit la collaboration actuelle. Cet accord a été recommandé après l'audit sur la sécurité des données informatiques à la CPAS. Proposition le Conseil communal.
17. Approvisionnement du compte du service technique - 02/2019
18. Enrôlement de la taxe sur les demandes d'autorisations environnementales - 3ième tri. 2018. La taxe enrôlée est déterminée et déclarée exécutoire.

19. Déclaration exécutoire pour le recouvrement des sanctions dans les zones bleues.
20. Bons de commande : approbation. Les bons de commande ont été approuvés.
21. Mandats : approbation. Les mandats ont été approuvés.
22. Collaboration avec le CC de Zandloper dans le domaine de la communication. Afin de promouvoir certaines activités via nos différents canaux de diffusion.
23. Jobs étudiants 2019. Engagement d'étudiants et de moniteurs pour les vacances de Pâques et les vacances d'été 2019
24. Procédure de sélection pour un expert en économie locale à temps plein - prolongation
25. Détermination de la consolidation après un accident de travail du 19/09/2018 - guérison sans lésions résiduelles
26. Licence LVC. Fin d'exploitation d'une licence de location de voiture avec chauffeur.
27. Pas d'autorisation pour le marché du dimanche - Morocco trading, vente d'olives et de fruits secs. Aucune autorisation définitive ou temporaire ne peut être délivrée car l'art. 1 du règlement prévoit de garantir la diversité de l'offre et le nombre de place pour la vente d'olives est limité à une.
28. Décision pour une sanction administrative communale.
29. Nomination temporaire d'une institutrice. En remplacement d'un congé de maternité.
30. FGBS - rapport d'inspection de l'école maternelle.
31. Demande de transport - Voiture accompagnatrice avec chauffeur
32. Demande de transport de bus - Académie communale. Soutien logistique de transport de bus à une école communale.
33. Demande d'infrastructure - Unité 103 Mercator. Soutien logistique d'infrastructure à une association wemmelloise reconnue.
34. Demande de transport pour camp - Unité 103 Mercator. Soutien logistique de transport à une association wemmelloise reconnue.
35. Demande de transport pour camp - 56 Unité Mercator. Soutien logistique de transport à une association wemmelloise reconnue.
36. Charte Commune en bonne santé. Proposition pour le Conseil communal de signer une charte pour la mise en route d'une politique de bonne santé locale.
37. Participation à une enquête de santé locale. Le ministre flamand Jo Vandeurzen a mis au point une enquête pouvant aider les administrations locales à élaborer une politique de santé.
38. Varia. Points divers discutés par le Collège des Bourgmestre et Echevins.
39. Droit de préemption: 100904. Le Collège des Bourgmestre et Echevins n'exerce pas le droit de préemption.